



TOUS UNIS ET MOBILISÉS

pour un pacte de progrès social dans les Bouches du Rhône

Pour nos emplois

Depuis plus de 30 ans, c'est au nom de l'emploi que les gouvernements successifs justifient les cadeaux offerts aux entreprises sous forme d'exonérations de cotisations sociales, d'"aides à l'emploi", du Crédit Impôt Compétitivité Emploi...et, pour chaque cadeau, le gouvernement finance les comptes par des réductions dans les budgets sociaux et des collectivités.

C'est aussi au nom de l'emploi, de la baisse du soi-disant coût du travail, que ce gouvernement nous a imposé ses lois de régression sociale : le "Pacte de Responsabilité", la "loi Macron", la "loi Rebsamen", la "loi travail"...qui détruisent les droits et garanties collectives des salariés avec des conséquences dramatiques sur l'emploi, l'évolution des salaires et pensions, le temps de travail et de repos, les réglementations d'hygiène et sécurité, qui détériorent gravement nos conditions de travail.

Tous ces dispositifs censés lutter contre le chômage sont un échec.

**Ils sont destinés à abuser la population
pour masquer les complicités patronat/gouvernement**

**Il faut mettre fin aux 4 000 dispositifs de détournement
des richesses créées et de nos impôts, vers les capitalistes et les
actionnaires, qui représentent près de 240 milliards d'€ chaque année.
En comptant 2 500 € par mois, les 240 milliards détournés
représentent le financement de 8 millions d'emplois.**

▪ **LE BILAN EST CATASTROPHIQUE :**

Plus de 6 millions de privés d'emplois et 9 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté. **Dans les Bouches du Rhône, le nombre de demandeurs d'emplois a augmenté de 5,2 % en 2015, la précarité explose, à l'image des contrats intérimaires qui ont augmenté de 6,9 % en 2015.**

▪ **POURTANT LES MOYENS EXISTENT :**

Au 2^{ème} trimestre 2016, les plus grandes entreprises françaises cotées en bourse ont versé plus de 35 milliards d'€ de dividendes, soit 11,2 % de plus que l'année précédente.

Les moyens existent donc pour répondre aux besoins.

Le seul souci du patronat ce sont ses profits, qui détruisent les emplois et qui appauvrissent les salariés. Les gouvernements qui passent restent sourds aux attentes des salariés. **Rappelons-leur que le travail humain a une valeur sociale, il est une richesse pour les salariés, pour l'économie du pays et ses territoires.**

Les salariés ont besoin de garanties collectives qui les protègent de la déréglementation du marché du travail imposée par les institutions internationales et l'Union Européenne au service des capitalistes.

Le monde est devenu, pour les multinationales, un marché. La démocratie et la souveraineté des peuples sont bafouées. La loi de la jungle financière détruit l'économie du pays, délocalise pour faire fabriquer par des salariés sous-payés, avec moins de contraintes sociales. Le chantage à l'emploi fait partie de leurs méthodes pour obtenir des avantages fiscaux ici ou là. **L'instauration d'une règle sociale, économique, fiscale, doit permettre de mettre fin à ce règne de la finance qui se nourrit, s'enrichit, de l'exploitation d'êtres humains.**

La CGT revendique :

- Si la CGT est favorable à laisser circuler les hommes et les femmes, il faut interdire tout gain, tout profit, obtenus par la concurrence entre salariés. Il faut mettre fin au statut de travailleur détaché, ces travailleurs doivent bénéficier des mêmes conditions de travail, des mêmes droits sociaux, protection sociale comprise, que les travailleurs du pays d'accueil.
- Instauration d'un bouclier social, c'est-à-dire une contribution financière sur chaque produit importé, calculée sur la différence de la valeur sociale du travail (salaire et droits sociaux), entre le pays de production et le pays de la vente. Le produit de cette contribution irait directement dans les caisses de la Protection Sociale.
- Il y a besoin de construire des coopérations de solidarité dans le respect de l'identité de chaque histoire sociale, avec des outils qui font barrages à l'exploitation capitaliste, à la concurrence entre salariés. C'est la seule alternative sociale à la mondialisation capitaliste qui rassemble les travailleurs, sans tomber dans le repli nationaliste du chacun pour soi.
- Les richesses créées par les salariés, doivent être redistribués sous forme de salaire mais aussi en réduisant le temps de travail pour améliorer les conditions de travail et de vie. La Réduction du Temps de Travail à 32 H sans perte de salaire permettrait de créer 2 415 870 emplois et de relancer l'économie.

GAGNER LE PLEIN EMPLOI, C'EST POSSIBLE,

**SI NOUS IMPOSONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES
AU SERVICE DE LA RÉPONSE AUX BESOINS.**

**D'AILLEURS, UNE APPROPRIATION PUBLIQUE ET SOCIALE
DES ENTREPRISES ET SECTEURS STRATÉGIQUES
POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL S'IMPOSE.**